

Familles, Défense : la puissance sabordée

Article rédigé par *Roland Hureaux*, le 17 octobre 2014

Malgré la récession et son incapacité à résorber son déficit budgétaire, la France conserve, en termes de puissance, deux avantages sur l'Allemagne : la défense et la démographie.

D'abord une armée qui fonctionne encore. Certes, les [coupes budgétaires](#) sont drastiques, l'obsolescence du matériel s'aggrave, les programmes s'allongent mais, on le sait, la situation est encore pire en Allemagne. S'aventurant sur tous les fronts, la France démontre sans doute des insuffisances criantes mais son appareil militaire demeure, bon an mal an, en état de marche. Hors la Grande-Bretagne et encore, peu de pays en Europe peuvent en dire autant.

Ensuite, dans une démographie européenne en chute libre, la fécondité française se maintient juste au-dessous du seuil de renouvellement : 2,01 pour un seuil de 2,10. Ce ne serait que 1,7 sans l'apport des immigrés mais les autres pays sont, à cet égard, logés à la même enseigne. Comparons avec l'Allemagne : une fécondité de 1,43, soit un déficit d'un tiers à chaque génération.

Affaiblir ses forces

On ne peut ainsi que se féliciter de voir que, malgré ses performances économiques plus faibles que son voisin d'outre-Rhin, la France a depuis 2006 doublé l'Allemagne quant au nombre de naissances annuel : 811 000 pour nous, 685 000 pour elle. Cela n'était jamais arrivé depuis 1870.

Or ces atouts, le gouvernement socialiste, pressé par l'Union européenne (et précisément par l'Allemagne !) et incapable de faire preuve d'imagination pour couper les dépenses publiques, s'en prend par facilité à eux.

Les dépenses militaires d'abord passées de 65 milliards en 2010 à 61 milliards en 2013 et qui continuent à stagner en dépit de nombreuses opérations extérieures.

Idéologie anti-familiale

Mais, plus grave encore, le même gouvernement s'en prend aussi à la politique familiale. La politique familiale, déjà ponctionnée de 16 milliards depuis 1995, a encore été privée de 1,1 milliard par Ayrault (qui s'ajoutent à 1,5 milliard, effet de la baisse du plafond du quotient familial) et encore de 1,1 milliard par Valls.

Allant, comme le suggèrent certains députés, jusqu'à vouloir moduler les allocations en fonction du revenu (en fait elles le sont déjà à hauteur de la moitié de leur montant), il diminue la prestation pour mode de garde (qui, selon lui, profite surtout à ceux qui peuvent s'offrir une garde à domicile) et la prime à la naissance du troisième enfant.

Surtout il porte atteinte au congé parental d'éducation déjà réduit par Ayrault de 6 mois (de 36 à 30 mois) et qu'il est question de ramener, parité oblige, à 18 mois pour la mère et 18 mois pour le père — non simultanément bien entendu. Comme ce congé était pris à 97 % par les mères, il y a là la perspective d'une réduction de fait qui sera dure aux familles modestes, principales bénéficiaires de ce dispositif.

Néo-féminisme

Mais, dans cette affaire, en sus des considérations financières, perce aussi une implacable idéologie qui ne veut pas que les femmes se détournent trop longtemps du travail professionnel pour s'occuper de leurs enfants ! Le néo-féminisme leur veut tellement de bien qu'il a peur qu'elles se reposent trop.

Quoi qu'on prétende, l'existence depuis 1945 d'une politique familiale relativement généreuse (même si elle l'est aujourd'hui de moins en moins) a permis à notre pays de conserver une vitalité démographique qui fait aujourd'hui sa force.

L'allocation parentale d'éducation avait eu un impact particulièrement significatif sur le taux de natalité français, permettant sa remontée au cours des années 90. C'est dire que sa réduction — et peut-être plus tard, sa suppression —, pourrait être catastrophique pour un pays qui, même s'il est moins mal loti que les autres en Europe, se maintient tout juste au-dessous de la ligne de flottaison du renouvellement des générations.

Fin du minimum vital

Défense et démographie : dès que l'on n'est plus le nez dans le guidon de la cuisine budgétaire, il y a là deux éléments de puissance fondamentaux et même deux signes forts que nous existons encore sur la scène mondiale. Or ce sont malheureusement les domaines où les coupes budgétaires rencontrent le moins de résistances. D'où la tentation d'en faire des variables d'ajustement. Cédant à cette pente, la politique à courte vue du gouvernement Hollande-Valls les affaiblit dangereusement, risquant ainsi de nous faire perdre un des rares « avantages comparatifs » que nous avons encore.

Ce faisant, nous donnons aussi le mauvais exemple au reste de l'Europe. Car les deux déficits, celui de dépenses militaires (dans un monde où elles augmentent de tous côtés sauf en Europe occidentale) et celui des naissances (la population européenne, est vouée, si la tendance n'est pas inversée à la disparition !) sont un problème encore plus grave pour le continent européen pris dans son ensemble que pour nous.

En maintenant contre vents et marées le « minimum vital », la France montrait l'exemple d'une volonté de vivre qui fait aujourd'hui défaut à la plupart de nos partenaires. Son devoir est de continuer sur cette voie.

R. H.

Lire aussi :

[La France désarme ou les illusions de la paix perpétuelle](#)

[Familles : une politique systématique de déconstruction](#)

[Familles : le gouvernement prêt à sacrifier l'avenir pour boucler le budget](#)

